

Les organisations membres du GESOP ainsi que d'autres structures œuvrant dans le domaine de la gouvernance des ressources naturelles consolident et valident la note d'évaluation de la mise en œuvre de la Lettre d'Intention de L'Initiative pour les Forêts d'Afrique Centrale(CAFI)

L'atelier relatif à la note d'évaluation de la mise en œuvre de la lettre d'intention CAFI, sous l'angle de la société civile ,s'est tenu au Cercle d'Appui à la Gestion Durable des Forêts le lundi 30 décembre 2024.

Co- organisé par l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme (OCDH) et la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme (RPDH), sous la facilitation de Forum pour la Gouvernance et les Droits de l'Homme(FGDH), cet atelier a eu pour entre autres objectifs d'identifier les préoccupations de la société civile en lien avec la mise en œuvre de la lettre d'intention CAFI ; d'évaluer la mise en œuvre de cette lettre ; d'identifier les faiblesses liées à cette mise en œuvre ; d'identifier les opportunités d'amélioration et de formuler des recommandations.

Durant cet atelier les participants ont suivi la projection du draft de note d'évaluation de la mise en œuvre de l'initiative des Forets d'Afrique Centrale CAFI en abrégé, sous l'angle de la société civile en y apportant des commentaires et des contributions pertinentes en rapport avec les piliers prioritaires de cette note choisis par ces organisations au nombre desquels figurent l'aménagement du territoire ; la sécurisation du foncier rural ; le renforcement du dispositif de contrôle environnemental ; la gestion durable des forets ; les mines et les hydrocarbures ; le bois énergie et la coordination.

A l'issue des travaux les participants n'ont pas caché leurs satisfactions, c'est le cas de la Directrice Exécutive de l'Observatoire Congolais des Droits de l'Homme, Nina Cynthia KIYINDOU YOMBO qui estime que cette réunion a atteint ses objectifs : *« on avait l'objectif de consolider et de valider le draft de*

la note que nous avons présenté, de recueillir les contributions pertinentes des membres du GESOP, ce qui a été fait et nous pensons que au stade actuel nous pouvons dire que les objectifs ont été atteints ». et d'ajouter : « c'est vrai qu'il y a une certaine lenteur dans la mise en œuvre de la Lettre d'Intention due des procédures trop lourdes mais quelque chose se fait par ce que nous venons de faire une évaluation en lien avec les jalons qui sont prioritaires pour nous en tant qu'acteurs de la société civile et nous nous sommes rendus compte qu'il y a un travail qui se fait même s'il y a encore quelques faiblesses mais nous pensons qu'avec le travail que nous sommes entrain de faire à la fin nous allons formuler des recommandations qui doivent être prises en compte pour que les choses s'améliorent et que cela soit pris en compte dans les négociations de la nouvelle Lettre d'Intention. ».

Pour le président de la Rencontre pour la Paix et les Droits de l'Homme, Christian MOUDZEO, CAFI est arrivé à un tournant depuis sa mise en œuvre au Congo : « il y a une nouvelle phase qui est en vue et les discussions sont actuellement en cours, et c'est ce moment particulier que avec l'appui de NORAD dans le cadre du projet NICFI, l'OCDH et la RPDH ont organisé cet atelier dans le but de faire le point sur la mise en œuvre des jalons de CAFI depuis son lancement et au terme de cela nous avons donc pu identifier ce qui a été jalonsréalisé, jalons non réalisés et les jalons qui sont en cours ce qui va déboucher sur un certain nombre de recommandations que nous ferons à l'intention de CAFI, du gouvernement et de la société civile en général ainsi qu'auprès des partenaires techniques et au développement sur la vision de la lettre d'intention que nous voulons pour les prochaines années et en terme de conclusion il y a des recommandations importantes, s'agissant de la gouvernance, sur l'aménagement du territoire, sur plus d'inclusion sur la participation des communautés locales et populations autochtones ».

Et de renchérir : « nous considérons que les débats ont été plutôt intéressants et que la perspective qui s'ouvre c'est un encouragement à plus de plaidoyer dans les actions que nous devons mener pour s'assurer que la nouvelle lettre d'intention puisse prendre en ligne de compte toutes les priorités qui n'ont pas été réalisées à ce jour et que cette nouvelle lettre prenne aussi en ligne de compte les priorités du moment ».

Cet atelier a connu une grande affluence des membres du GESOP et autres organisations de la société civile.